

COMMUNE DE
GOUVY



CONVOCAATION
DU
CONSEIL
COMMUNAL

Conformément aux articles L1122-13, -15 et -17 du CDLD, nous avons l'honneur
de convoquer CLASSEMENT
pour la première fois, à la SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL, qui aura lieu le
JEUDI 24 SEPTEMBRE 2015, à 20h00, à la maison communale.

ORDRE DU JOUR

SÉANCE PUBLIQUE

*Arrêté du G.W. du
22/04/2004, confirmé par
le décret du 27/05/2004,
portant codification de la
légalisation relative aux
pouvoirs locaux sous
l'intitulé "Code de la
Démocratie Locale et de
la Décentralisation"
(CDLD)*

art. L1122-13 § 1 - Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par écrit et à domicile, au moins sept jours francs avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

art. L1122-15 - Le bourgmestre ou celui qui le remplace préside le conseil. La séance est ouverte et close par le président.

art. L1122-17 - Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente. Cependant si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour. Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu; en outre, la troisième convocation appellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

art. L1122-19 - Il est interdit à tout membre du conseil et du collège :

1° d'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, avant ou après son élection, ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel ou direct.

Cette prohibition ne s'étend pas au-delà des parents ou alliés jusqu'au deuxième degré, lorsqu'il s'agit de la présentation de candidats, de nomination aux emplois, et de poursuites disciplinaires.

2° d'assister à l'examen des comptes des administrations publiques subordonnées à la commune et dont il serait membre.

art. L1122-26 § 1 - Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages; en cas de partage, la proposition est rejetée.

art. L1122-27 - Les membres du conseil votent à haute voix. Seules les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires, font l'objet d'un scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages. Lorsqu'il est membre du conseil, le président vote en dernier lieu.

art. L1122-28 - En cas de nomination ou de présentation de candidats. Si la majorité requise n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet, le président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire. Les suffrages ne peuvent être donnés qu'aux candidats portés sur cette liste. La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

1. F.E. de BOVIGNY.
Vente de la coupe ordinaire de bois du vendredi 06 novembre 2015.
Cahier des charges et catalogue.
AVIS.
2. F.E. de RETTIGNY.
Vente de la coupe ordinaire de bois du vendredi 06 novembre 2015.
Cahier des charges et catalogue.
AVIS.
3. Patrimoine communal.
Vente de la coupe ordinaire de bois du vendredi 06 novembre 2015.
Cahier des charges et catalogue.
APPROBATION.
4. Acquisition de produits finis en béton et matières plastiques.
Conditions et mode de passation.
APPROBATION.
5. Maison du Tourisme Vielsalm - Gouvy.
Adhésion des communes de Lierneux et Trois-Ponts.
DECISION de principe.
6. AIVE
Taxation des intercommunales à l'Impôt des sociétés - principe de substitution.
DECISION.
7. Province de Luxembourg.
Convention de coopération public-public relative à la réalisation d'essais de portance à la plaque.
APPROBATION.
8. Procès-verbal de la séance du 27 août 2015.
APPROBATION.
9. Question(s) d'actualité.